



## ROUGE FINISTERE

*Fédération du Finistère du PCF 5 rue Henri Moreau 29200 Brest*

[federation@29.pcf.fr](mailto:federation@29.pcf.fr). 02 98 43 47 98

### Rompre avec l'OTAN pour assurer la sécurité collective

La question de l'OTAN est un enjeu international de première importance, sur fond de bruits de botte et de montée des tensions internationales que ce soit à l'Est de l'Europe ou dans la zone indo-pacifique, de la stratégie OTAN 2030, et des discussions sur la « boussole stratégique » de l'Union Européenne, dont une première version est en cours de discussion. Les prochains mois seront émaillés d'échéances importantes : comme la publication d'une nouvelle déclaration conjointe UE-OTAN en décembre, la tenue d'un sommet européen sur les questions de défense durant la présidence française du conseil de l'UE et le prochain sommet de l'OTAN prévu à Madrid en juin 2022.

Surtout, la question n'est pas uniquement celle de documents stratégiques et de réunions au sommet. L'histoire a montré que les discours va-t'en guerre peuvent rapidement se transformer en étincelles aux conséquences incontrôlables. Quand le vieux Caton répète qu'il faut aller détruire Carthage, l'impérialisme romain finit déclencher le conflit. On ne veut pas la paix en préparant la guerre. La situation est donc très dangereuse. L'expulsion de diplomates de l'ambassade russe auprès de l'OTAN, ayant entraîné la décision prise par Moscou de fermer cette dernière ou encore la demande formulée par les gouvernements atlantistes de Pologne, de Lituanie et de Lettonie d'activer l'article 4 de l'OTAN en prenant prétexte de l'instrumentalisation dramatique, indigne et honteuse des migrants aux frontières biélorusses sont autant de nouvelles étapes franchies dans la montée des tensions.

Tout cela fait de la question de l'OTAN un enjeu immédiat et très important de la campagne présidentielle et législative de 2022. Le PCF et son candidat Fabien Roussel mettent dans le débat public des propositions précises, aptes à faire bouger les lignes à gauche et dans la société française. Les contradictions qui s'exercent en Europe sur la question de l'OTAN, qui se sont cristallisées avec l'affaire de l'alliance AUKUS, rendent possible de donner à nos propositions une dimension nouvelle.

Sortir de l'OTAN, cet outil de l'impérialisme atlantiste, est non seulement une nécessité historique, mais une urgence politique. La sortie de la France du commandement militaire intégré de l'alliance atlantique en est une première étape. C'est possible. La France l'a déjà fait en 1966.

Une telle démarche doit se compléter d'une alternative concrète. Celle de la sécurité collective des peuples et des nations. La France doit ouvrir la perspective d'un nouveau traité de paix, de coopération et de sécurité collective en proposant un tel objectif aux pays européens et à leurs voisins, jusqu'à la Russie, entre autres. Soyons clair : il ne sera pas possible que cela soit réalisé dans le cadre des mécanismes de l'Union Européenne où pèse lourd le poids des gouvernements pro-américains d'Europe de l'Est, dans le paysage politique actuel. Il s'agira donc d'une démarche proposée aux Etats volontaires et à leurs citoyens. Ce traité devra mettre à plat l'ensemble des sujets de tensions, par exemple avec la Russie. La négociation sera sans doute longue. L'acte final de la conférence d'Helsinki a nécessité quatre ans de discussions. Mais ce qui a été possible en pleine guerre froide l'est également aujourd'hui. Ce traité, négocié dans le cadre d'une conférence « paneuropéenne », dans laquelle les mouvements citoyens auront un rôle à jouer, sera une pierre importante dans la construction d'une véritable sécurité collective humaine, et dans celle d'une sorte de maison commune allant de Paris à Moscou de paix, de coopération et de sécurité collective, sous l'égide de la charte de l'ONU.

**Les réunions des ministres de la Défense et des Affaires étrangères de l'UE prévues à Brest du 12 au le 14 janvier sont une occasion importante de mobilisation pour la paix.**



**Samedi 8 janvier « Quatre heures pour le désarmement nucléaire » fac Segalen**  
**Dimanche 9 Janvier : rencontre avec des délégués étrangers à 11h 30 à la Maison des syndicats et manif à 14h Place de la liberté**  
**Jeudi 13 janvier : Regroupement à partir de 11h pour descendre manifester face aux Capucins (Bd Jean Moulin) de 12 à 14h.**



**La paix mondiale menacée** La situation internationale ne cesse de se dégrader. La débâcle américaine en Afghanistan soldée par le retour au pouvoir des Talibans, la crise des sous-marins australiens entre la France et les États-Unis et le drame des réfugiés en témoignent. Le surarmement rend le monde plus dangereux. Les dépenses militaires sont passées de 1144 milliards en 2001 à près de 2000 milliards en 2020. A eux seuls les États-Unis en concentrent la moitié et la vente récente de sous-marins à propulsion nucléaire à l'Australie est une nouvelle préoccupation. Les USA intensifient leur politique de confrontation directe avec la Chine pour imposer leur leadership dans la zone indopacifique. C'est une grave menace pour la sécurité mondiale à l'heure où devrait au contraire se nouer des partenariats avec Pékin afin de construire des coopérations sur la gestion des biens communs de l'humanité.

**GUERRES ET CONFLITS sont l'essence du capitalisme.**

« Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage » a écrit Jean Jaurès. Les crises économiques, sanitaires, sociales, l'épuisement des ressources et les catastrophes climatiques aggravent les tensions et alimentent les risques de guerre. Le capitalisme, parce qu'il repose sur l'exploitation de l'homme autant que de la planète creuse les inégalités, attise les violences et structure un monde hiérarchisé fondé sur la concurrence et la domination. Les logiques néolibérales provoquent toutes les formes de l'insécurité humaine.

## **LA PAIX MONDIALE: le défi des jours heureux**



*« La paix est un projet politique global pour l'humanité. La lutte contre les injustices sociales et économiques, la coopération et la solidarité entre les peuples et le désarmement doivent être au cœur des relations internationales. »*

**Fabien Roussel**, secrétaire national du PCF

Le projet porté par la candidature de Fabien Roussel à l'élection présidentielle repose sur une grande ambition pour la France et le monde, celle d'une culture de la paix fondée sur la justice économique, sociale et écologique, la souveraineté des peuples, la solidarité internationale et le désarmement. La France doit agir en faveur de cadres communs de coopération et de sécurité collective qui renforcent les solidarités entre les peuples et les nations. La France doit : Ratifier le traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) Agir pour la dissolution de l'OTAN et renoncer au projet de « pôle européen de la défense » Agir pour la création de partenariats et cadres communs de coopération et sécurité collective et agir pour le renforcement du rôle de l'ONU Agir pour une baisse des dépenses militaires et le renforcement des coopérations.